

Lacan Quotidien



N° 796 – Mercredi 7 novembre 2018 – 18 h 13 [GMT + 1] – lacanquotidien.fr



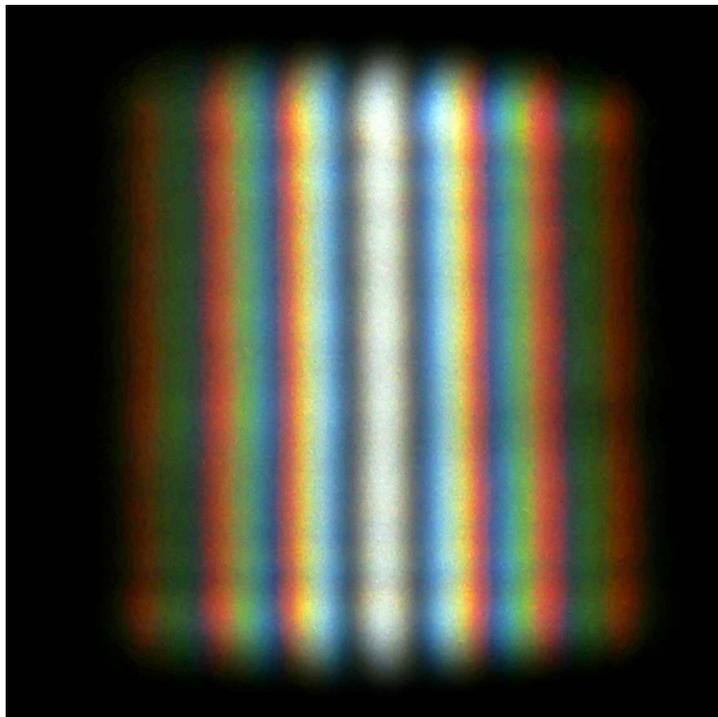
Par-delà le répartitoire

EN AVANT

Maurice Audin : une lumière au fond du corridor
par Jean-Daniel Matet

Bonnes excuses compréhensibles ou mauvaises excuses impardonnables ?
par Luc Garcia

À droite sur votre gauche et à gauche sur votre droite
En finir avec les dogmes
par Evgeni Genchev



Maurice Audin : une lumière au fond du corridor

par Jean-Daniel Matet

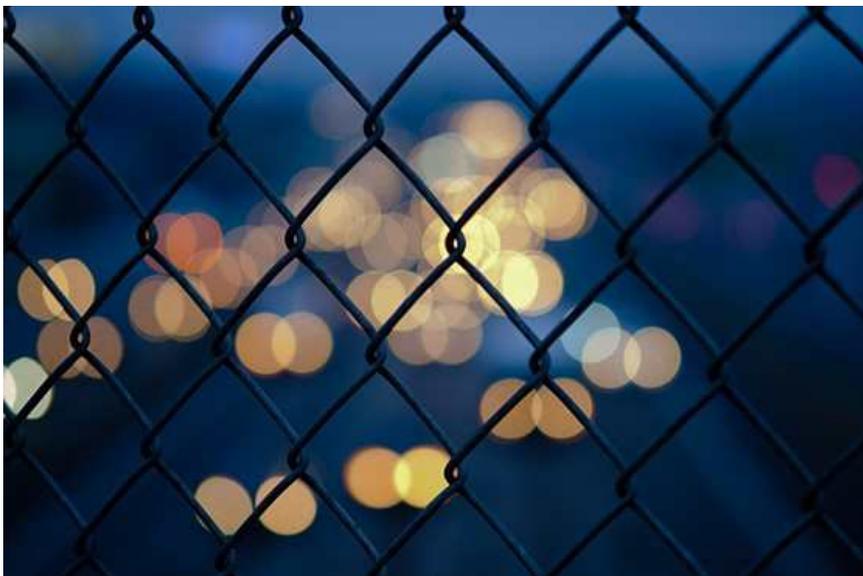
À l'heure où les mots de résistance et de liberté sont galvaudés par ceux-là même qui disent les défendre, la levée du secret d'État concernant la mort de Maurice Audin est une lumière au fond du corridor des pratiques politiques, où le silence de tous apparaît comme la marque d'une autorité passée en force. Alors quand les secrets – parfois, de polichinelle – cessent de se taire, une bouffée d'oxygène est donnée à tout un chacun.

J'entendais un commentateur dire que, faute d'éducation politique, le peuple polonais, sous les espèces de l'opinion, ne s'opposait pas aux manœuvres liberticides du parti au pouvoir (PIS) (1). C'est malheureusement une tradition dans ce pays très catholique, le peuple veut ignorer ce qui se passe sur son sol quand on lui dit qu'il y va du « Bien de la Pologne ». Tous les dictateurs font semblant de réveiller le peuple pour mieux l'endormir.

Des exemples surgissent aussi en France. L'aspiration démocratique de certains leaders de gauche s'apparente à celle des démocraties populaires d'avant la chute du mur de Berlin, dans le soutien d'un régime comme celui du Venezuela qui serait, à les suivre, victime de la presse bourgeoise, des Américains, etc. Que les habitants de ce pays choisissent l'exil quel que soit leur niveau social, que la santé n'y fonctionne plus, que l'économie y soit entièrement orientée au profit d'un complexe militaro-industriel, que la liberté d'expression y soit réduite, de jour en jour, ne sont pourtant ni fables ni fantasmes, mais des témoignages que nous-mêmes pouvons recevoir ou recueillir. L'aspiration anti-européenne des dirigeants de l'extrême droite se soutient d'une rhétorique qui emprunte, elle-aussi, à la simplification des analyses et des solutions ; un seul responsable est chaque fois désigné, et aujourd'hui, c'est le migrant qui nous submergerait.

Dans son Séminaire *L'Éthique de la psychanalyse*, Jacques Lacan opposait, en 1960, la transgression à l'oblativité mise en jeu dans un cas de M. Bouvet réduisant le désir au besoin. Il souligne, à cette occasion, en quoi Karl Marx peut être considéré comme l'inventeur du symptôme. Il s'amuse aussi de l'opposition entre intellectuels de gauche et intellectuels de droite. Cette distinction a perdu aujourd'hui beaucoup de son lustre du fait même de l'opération électorale du dernier président de la République, mais à cette époque, elle s'ancrait de part et d'autre du rideau de fer, opposant l'expérience léniniste russe et chinoise à l'option libérale occidentale. Les guerres coloniales n'étaient pas terminées et les régimes autoritaires, tel le franquisme en Espagne, plongeaient leurs racines dans l'anticommunisme. Les sensibilités étaient à vif et les prises de position, pas sans conséquence.

Quand Lacan affirmait que Freud n'était pas un progressiste sans être un réactionnaire et que son éthique dans *Malaise dans la civilisation* était plutôt humanitaire, il tenait à préciser qu'en renvoyant les idéologies dos à dos, il ne cherchait pas à solliciter la fibre de l'indifférence politique. N'écrivit-il pas à Winnicott qu'il était fier de l'engagement de Laurence Bataille, incarcérée pour ses activités militantes pro-algériennes ? (2)



Alors prenons garde aux discours qui veulent simplifier nos manières de penser et nos analyses, tout comme aux solutions toutes faites proposées. Le cas de Maurice Audin est exemplaire : un très jeune homme, vingt-cinq ans tout au plus, brillant étudiant de mathématiques, promis par ses travaux à un avenir parmi les meilleurs de sa génération, déjà engagé dans la carrière universitaire, a l'idée de mettre sa générosité au service de ses idées. À l'époque, sur la terre d'Algérie, les enjeux étaient tranchés. La puissance coloniale dans l'ambiguïté de la République française, face aux mouvements de décolonisation après sa défaite en Indochine, laissait penser aux Européens installés là depuis plus d'un siècle et aimant ce pays et ses habitants, qu'ils pourraient y rester. Il faudra l'autorité et la clairvoyance du général de Gaulle pour aller à contre-courant de ses propres engagements et d'une opinion locale accrochée aux promesses les plus radicales des plus conservateurs. Le militaire qui avait accompagné la libération de la France en 1945 savait que la victoire en force n'était pas à portée de main, en raison du mouvement de l'histoire et du courage des combattants vers « l'émancipation des peuples ».

Maurice Audin avait choisi son camp et pensait pouvoir rester en Algérie *avec* les Algériens, pas *contre* eux. Sa manière à lui, comme celle d'un certain nombre d'étudiants français à Paris à cette époque, était de s'engager du côté des Algériens (sur ce point, relire le numéro de *Lacan Quotidien* où Jacques-Alain Miller en témoigne (3)). Je ne peux m'empêcher de saluer l'engagement de quelques-uns, Laurence Bataille, Diego Masson ou Judith Miller, et son prix. Ce n'était pas que des mots, les risques courus étaient très concrets.

Pour Maurice Audin, comme pour sa jeune femme dont il eut rapidement deux enfants, ce fut la cause du parti communiste algérien qu'il choisit. Les militaires aux ordres des gouvernements de la fin de la IV^e République menaient une bataille d'autant plus dure qu'ils engageaient la jeunesse du contingent français contre la jeunesse des combattants algériens. Les combats, très violents, ont touché dans leur chair de nombreuses familles de la Métropole. Cela n'enlève rien à la liberté et à la légitimité du choix de Maurice Audin. Ses tortionnaires l'arrêtant au petit matin en firent un exemple avec un cynisme total, pour dissuader les intellectuels français d'emprunter son chemin. Ils le torturèrent pour qu'il dénonce ses amis et le tuèrent en inventant qu'il avait voulu s'échapper, comme Jamal Khashoggi qui se serait querellé avec ses geôliers à l'ambassade d'Arabie Saoudite à Ankara. Les dictateurs ne sont pas très inventifs...

C'est d'abord au nom de ses idées que cet homme-là est mort, et cette responsabilité, le gouvernement avait voulu la cacher jusqu'ici. François Hollande avait reconnu la réalité de sa mort au décours de son arrestation, après qu'Aussaresses eut soulagé sa conscience en lâchant à un reporter, en 2014, l'aveu du crime sur ordre pour l'exemple et sa couverture (4). Mais la vérité que Pierre Vidal-Naquet (5) a révélée dès les années soixante était bien celle que le président Macron vient de formuler. L'état des sondages d'opinion rend peu vraisemblable qu'un quelconque intérêt politicien ait guidé sa main, et les mots d'une grande humanité qu'il a prononcés auprès de la veuve de Maurice Audin et de ses deux enfants ont montré qu'il posait un acte. Il a fait un geste dont il dit lui-même qu'il ne pouvait calculer les effets, au-delà de la joie offerte à cette famille.



Maurice Audin n'eut pas le temps de soutenir la thèse de mathématiques qu'il avait terminée au moment de son arrestation. La soutenance organisée en son absence, dans le grand amphi de la Sorbonne le 2 décembre 1957, fut l'occasion d'une grande manifestation publique. Laurent Schwartz, qui présidait le jury, a voulu en faire une « thèse d'honneur » analogue à celles des prisonniers pendant la guerre. Cette cérémonie organisée par René de Possel – l'un des fondateurs du groupe Bourbaki, directeur de l'Institut Poincaré, puis de l'institut Blaise Pascal et directeur de recherche de Maurice Audin – tranchait avec le silence de ses collègues de l'université d'Alger qui, à l'annonce de la disparition de Maurice Audin, ne s'étaient pas manifestés auprès de Madame Audin, à quelques exceptions près. L'engagement de Maurice et Josette Audin dérangeait de nombreux « pieds-noirs », jusque dans sa propre famille. Madame Audin, malgré son engagement pour l'indépendance, dut quitter l'Algérie quelques années plus tard, avec ses deux enfants.

Si la version de sa disparition est aujourd'hui celle annoncée par le comité Vidal-Naquet en 1960, il aura fallu près de soixante ans et la détermination de sa famille et de ses amis – les mathématiciens ne l'ont pas oublié – pour que cette réalité historique soit portée officiellement à la connaissance du public. Une manière pour notre République de ne pas craindre de regarder en face les grandes crises morales qui l'ont traversée.

1 : En l'occurrence la manœuvre visant à abaisser rétroactivement l'âge des conseillers de la Cour Suprême pour éliminer ceux qui avaient été choisis par la majorité précédente.

2 : Cf. Lacan J., Lettre à Winnicott du 5 août 1960, *Ornicar ?*, n° 33, été 1985, p. 7-10.

3 : Cf. Miller J.-A., « L'amour de la police », *Lacan quotidien*, n° 455, 13 janvier 2015, à lire [ici](#).

4 : Cf. Deniau J.-C., *La vérité sur la mort de Maurice Audin*, Des Équateurs, 2014. Extraits [ici](#).

5 : Vidal-Naquet P., *L'Affaire Audin*, préface de Laurent Schwartz, Les éditions de Minuit, 1958, nouvelle édition 1989. Résumé [ici](#).



Bonnes excuses compréhensibles ou mauvaises excuses impardonnables ?

par Luc Garcia



Bonnes excuses compréhensibles ou *mauvaises excuses impardonnables* ? Voici le classeur dans lequel on devrait désormais répartir les causes des résurgences des droites extrêmes dans le monde (ces idéologies sont mondialisées de même que les élevages de saumons ou les prises allume-cigare). Sur une scène plutôt courte, s'affrontent les tenants d'une politique sociale et ceux d'une politique libérale – pour le dire vite, mais ceux qui le disent plus longuement aboutissent au même point.

Les tenants d'une politique sociale sont les marchands de bonnes excuses compréhensibles : le peuple souffre, il ne va pas bien, on ne pense pas à lui, c'est pourquoi il se rebelle. La casse sociale produirait l'extrême droite. *Le Monde*, dés sa Une pour ne pas rater le lecteur standard, ne titrait-il pas récemment « Allemagne. Comment l'extrême droite lève les tabous » (1) ? Du côté des mauvaises excuses impardonnables, on se rappelle le président Macron exhortant vertement un horticulteur à traverser la rue pour chercher du travail et servir des cafés, plutôt que de tailler des roses, plutôt que de se plaindre, sécateur à la main.

Les bonnes excuses et les braves gens vont ensemble. Les mauvaises excuses et les gens pas braves pour un sou vont ensemble. Le débat est fixé, qui élude le réel politique des enjeux au profit d'interminables palabres, pas toujours inspirées, pour discuter la fermeture d'un bureau de Poste dans la Mayenne ou celle d'un comptoir SNCF sur le plateau de Langres. Les médias ne sont pas les derniers qui montreront la figure de villageois en colère promettant de voter extrême droite en raison d'une impossibilité d'acheter un timbre ou d'expédier un colis, qui les autorise à consacrer ainsi la disparition des libertés fondamentales. Cette généralisation produit parfois des inductions surprenantes. Conséquemment, les paroliers des braves gens préparent l'installation des droites extrêmes en mode « il ne faut pas s'étonner si », lorsque les acides libéraux adressent du « de quoi se plaint-on ».

Cette répartition en vérité est une répétition de celle qui partageait les opinions au moment où sont survenus les attentats de 2015. Certes, ce n'est pas seulement une répétition, mais ça en est une aussi. On nous dit qu'il existerait des notes en bas de page qui permettraient de comprendre, de saisir, d'approcher, voire d'expliquer, comment, après tant d'années de disgrâce, ils en viennent à commettre des attentats ou ils en viennent à voter droite extrême. Y aurait-il une alliance objective des extrêmes droites et des terroristes au moins pour cette raison-là d'une fraternité (douteuse) des supposés mis au ban ? Certaines lectures se sont révélées plutôt accommodantes, parfois même d'une souplesse de serpent, l'armature étant écrite sous la forme « c'est pas bien, mais il faut aussi comprendre à la fois que ».

Pulsion de mort ou pas de mort, tout cela serait pris dans la mécanique simpliste de chambres de compensations qui devraient s'équilibrer entre elles, certains traçant des diagonales parfois bizarres. Lacan prévient : « [la pulsion] n'est pas réductible à la complexité de la tendance entendue dans son sens le plus large, au sens de l'énergétique » (2). La chute des utopies totalitaires, une fois le Mur de Berlin écrabouillé, a sonné dans le même temps la promotion des dites chambres de compensations : moins ici et plus ailleurs, la politique et l'économie ne seraient qu'un ronronnement de transactions à réguler, telle une table de mixage.

Le système dit dominant se veut donc logiquement tout autant hors système que ses affranchis les plus zélés. L'exquise sagesse est désormais de tourner le dos aux systèmes ; l'exquise banalité qui s'en déduit est une modalité gestionnaire du politique où s'efface tout désir singulier. Selon le degré de raffinement ou d'aisance dans la culture politique, certains parlent d'oligarchie, de ploutocratie, tous ces mots en « cratie » qui se veulent l'écho de la confiscation prétendue de la démocratie. Il y a évidemment sous la table une rhétorique malhabile et plutôt pathétique qui renverse l'ordonnement du système en son contraire pour générer un système. On croirait au loin à une contradiction, mais plus près c'est juste une entourloupe de l'horizon fixe que l'on désigne sûr de soi pour élaguer les consciences, celles qui font mine de ne pas être perdues devant l'horreur d'une expectative totalitaire – dans le meilleur des cas. Le système désormais est d'en chercher un ; dur, puissant, écologique, administratif, égalitaire, participatif, etc. Il s'agit évidemment mécaniquement d'un écran sur lequel toutes les déceptions seront projetées. À qui profite le crime ?



Les tenants d'une réalité économique contraignante et ceux d'une réalité économique conciliante trouvent de quoi puiser leurs débats savants. Il ne reste plus qu'à hausser les épaules.

Or Lacan précise : « la réalité n'est pas le simple corrélatif dialectique du principe de plaisir. Plus exactement, la réalité n'est pas là que pour nous faire nous buter le front contre les voies fausses où nous engage le fonctionnement du principe du plaisir. En vérité, nous faisons de la réalité avec du plaisir » (3). L'extrême droite serait la petite capsule de chance de certains pour égayer leur quotidien. Les villageois qui n'ont pas rencontré un seul réfugié

politique climatique économique se sentent menacés entre deux tracteurs ou trois tramways – les rideaux bougent lorsque vous n'êtes pas d'ici et que vous faites un créneau parce que vous vous êtes trompé de route, car la menace est déjà là, elle guette. Un petit luxe de plaisir rance.

La France, qui abrite plus d'entités administratives que toute l'Europe réunie avec ses 36 000 communes, le sait bien qui constate la faible efficacité de politiques publiques locales menées par les élus pour endiguer les envies d'extrême droite de leurs administrés. En 2017, un élu d'Auvergne, excédé, avait pris sa plume pour écrire à 450 villageois qui avaient voté massivement pour la candidate du Front national à la présidentielle (4). Le courrier, acerbe, rappelait quelques évidences. Les arguments sociaux et économiques étaient évoqués sous la forme de l'avoir : la force publique avait donné, rappelait l'édile, à l'un des subventions pour son exploitation agricole, à l'autre un logement social, au suivant des aides diverses. On ne sait le résultat ultime de cette sortie qui pointait les contradictions des plaignants citoyens qui s'estimaient lésés malgré les flots d'argent public dont ils avaient bénéficié, ni ses effets pour contrer ce petit plaisir en forme de dose d'abjection au moment de glisser langoureusement son bulletin extrême droite pour fabriquer la réalité d'un pays en déshérence.

Si l'on connaît les relents franchouillards de ces plaintes qui prétendent toujours que les étrangers bénéficient d'un pactole au préjudice de terroirs qui se meurent, elles ne semblent pas considérablement différentes pour le reste de l'Europe, qui vit dans l'été en Italie une jonction acrobatique entre l'effondrement d'un pont et l'arrivée des migrants, soutenue par quelques députés français. Même le béton ne résisterait donc pas à l'emporte pièce. Curieusement, les metteurs en œuvre de systèmes de surveillances et de gestions si parfaitement bureaucratiques, biberonnés de protocoles d'évaluations inefficaces et inadaptés, n'ont pas été désignés comme fautifs. S'il faut des moyens, leur mode de gestion accapare plus facilement les budgets que l'entretien pourtant nécessaire des viaducs. Le gestionnaire est toujours pressé de budgéter une activité, à l'exception de la sienne propre. Voici là un plaisir qui ne fabrique curieusement aucune réalité dont l'index serait son degré de morbidité – pourrions nous dire en extrapolant prudemment Lacan lorsqu'il pointe que : « Besoin et raison ne sont harmonisés qu'en droit, mais chacun est laissé en proie à l'égoïsme de ses besoins particuliers, à l'anarchie, au matérialisme » (5).

Retour case départ. Aucun espoir devant l'erreur du répartitoire, à cette nuance qu'au nom de sa lutte, il enfonce un peu plus les pays dans le sombre et qu'il va continuer d'alimenter ce qu'il prétend extraire.



- 1 : *Le Monde*, édition papier, 7-8 octobre 2018, page de Une.
- 2 : Lacan J., *Le Séminaire*, livre VII, *L'éthique de la psychanalyse*, texte établi par J.-A. Miller, Paris, Seuil, 1986, p. 248.
- 3 : *Ibid.*, p. 265.
- 4 : à retrouver [ici](#)
- 5 : Lacan J., *Le Séminaire*, livre VII, *L'éthique de la psychanalyse*, *op. cit.*, p. 247.



À droite sur votre gauche et à gauche sur votre droite En finir avec les dogmes

par Evgeni Genchev

Il y a un paradoxe surprenant dans la vie politique des sociétés postcommunistes – surprenant eu égard aux valeurs traditionnellement attachées aux grands courants politiques. Les partis communistes totalitaires de nos pays sont devenus socialistes de nom, mais conservateurs dans leurs prises de positions. Dans le processus révolutionnaire permettant le passage d'un État à parti unique au multipartisme, d'une économie d'État à une économie de marché, d'une société répressive à une société garantissant les libertés individuelles, ces formations politiques ont soutenu une ligne conservatrice, tandis que les réformes ont été menées par des partis se situant à la droite du centre.

Le dernier scandale politique en Bulgarie est survenu autour de la proposition de ratification de la Convention d'Istanbul (1) du Conseil de l'Europe, qui vise à combattre la violence faite aux femmes, enfants et autres groupes de genres vulnérables. Étonnamment ou non, le Parti socialiste bulgare (PSB) a été le premier, avant même les partis nationalistes, à se positionner *contre* cette ratification, considérant que le terme « genre » menaçait les valeurs familiales traditionnelles – une prise de position qui s'oppose à la ligne du Parti socialiste européen (PSE) sous l'égide duquel il se place pourtant. Si nous ajoutons à cela leur position ferme contre l'immigration et une opposition à peine voilée à de nombreuses initiatives de l'Union européenne (UE), nous pouvons y reconnaître les positions caractéristiques des partis populistes de droite aujourd'hui : ses diatribes à l'endroit d'« une Europe détruisant nos valeurs traditionnelles » pourraient aussi bien s'entendre dans une organisation islamique radicale. Inversement, dans notre société, les droits de l'homme sont souvent défendus par des partis politiques de droite.

Comment comprendre cette confusion de valeurs ? L'opposition totalitarisme/non-totalitarisme nous conduit à l'opposition lacanienne entre l'éthique du Bien et l'éthique du désir. Aucune idéologie fondée sur le souverain Bien ne s'intéresse à la vérité subjective ou au désir du sujet. C'est l'une des clefs pour saisir le phénomène contemporain du populisme.

Sous prétexte de démocratie (la règle de la majorité), on propose aux supposées majorités en Europe (nationales, ethniques, religieuses, sexuelles...) de régner sur les « mauvaises » minorités (immigrés, LGBT, musulmans...). Les idéologies classiques de droite et de gauche reposent aussi sur de telles oppositions de groupes entre le bien/le mal. Il s'agit d'une opposition essentielle propre au discours du maître. Le populisme, comme le radicalisme islamiste, sont les formes contemporaines radicalisées de ce discours. À la suite des radicalisations historiques fondées sur des idéaux nationaux et sur la lutte des classes, ces mouvements proposent une solution radicale, et non dialectique, à l'impossible : l'extermination du réel.

Dans les pas de Freud, Lacan nous a fourni une éthique du désir, une éthique du sujet divisé qui n'atteint jamais la complétude. Suivant la logique lacanienne du *pas-tout*, nous pourrions soutenir que les différentes formes de populisme tentent d'assujettir chacun au diktat du Un du signifiant phallique. Ceci pourrait expliquer bien des malentendus rencontrés dans la société bulgare autour des débats manipulateurs que soulève la Convention d'Istanbul et de l'opposition qu'elle suscite.

Ainsi, la révolution populiste fait retour au point de départ ou suit peut-être une autre boucle de la spirale de Marx : elle nous a de nouveau conduits au bord d'un désir de « solution finale ». Ce n'est pas sans lien avec le rêve humain d'éternité – « et ce qu'on rêve consiste à imaginer qu'on se réveille » (2), constate Lacan dans le Séminaire XXV, « Le moment de conclure ». Comme si une solution finale pouvait apporter le Bien éternel à la race humaine ou du moins à notre groupe.

Il semble que nous ayons besoin en ce point d'un « *nuevo temblor* », un nouveau « tremblement de terre », un nouveau « frisson » (3), selon l'expression extraite par Jacques-Alain Miller d'un poème de Garcia Lorca, afin de poursuivre sans le rêve de cette solution finale qui, mise en acte, ne pourrait qu'être mortelle.

Traduction par Sébastien Dauguet et France Jaigu.

*Texte initialement paru en anglais sur Lacanian Review Online, n° 85, 31 août 2018,
à retrouver [ici](#).*

Pour recevoir cette newsletter, inscrivez-vous [ici](#) !

1 : La Convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à égard des femmes et la violence domestique a été adoptée par le Conseil de l'Europe en 2011 à Istanbul. En 2018, ce traité international sur les droits de l'homme est signé par l'UE et d'autres pays. L'article 4.1 stipule un engagement à « protéger le droit de chacun, en particulier des femmes, de vivre à l'abri de la violence aussi bien dans la sphère publique que dans la sphère privée [...] sans discrimination aucune, fondée notamment sur le sexe, le genre, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions [...], l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'âge, [...] ou toute autre situation ». L'article 3 précise que le terme « genre » désigne « les rôles, les comportements, les activités et les attributions socialement construits, qu'une société donnée considère comme appropriés pour les femmes et les hommes » (texte de la Convention disponible [ici](#)).

2 : Lacan J., Le Séminaire, livre XXV, « Le moment de conclure », leçon du 15 novembre 1977, inédit.

3 : Miller J.-A., « L'orientation lacanienne. Le tout dernier Lacan » (2006-2007), enseignement prononcé dans le cadre du département de psychanalyse de l'université Paris-VIII, cours du 9 mai 2007.

Lacan Quotidien, « La parrhesia en acte », est une production de Navarin éditeur
1, avenue de l'Observatoire, Paris 6^e – Siège : 1, rue Huysmans, Paris 6^e – navarinediteur@gmail.com

Directrice, éditrice responsable : Eve Miller-Rose (eve.navarin@gmail.com).

Rédactrice en chef : Virginie Leblanc avec Pénélope Fay (virginie.leblanc@gmail.com ,
faypenelope@gmail.com).

Éditorialistes : Christiane Alberti, Pierre-Gilles Guéguen, Anaëlle Lebovits-Quenehen.

Maquettiste : Luc Garcia.

Relectures : Anne-Charlotte Gauthier, Sylvie Goumet, Pascale Simonet.

Électronicien : Nicolas Rose.

Secrétariat : Nathalie Marchaison.

Secrétaire générale : Carole Dewambrechies-La Sagna.

Comité exécutif : Jacques-Alain Miller, président ; Virginie Leblanc ; Eve Miller-Rose.

pour accéder au site LacanQuotidien.fr CLIQUEZ ICI